



# CONJONCTURE artisanale 2017

note 38  
OBSERVATOIRE  
DE L'ARTISANAT



*Chambre de Métiers  
et de l'Artisanat*

*Nouvelle-Calédonie*

# LE RENOUVELLEMENT DE L'ARTISANAT CALÉDONIEN

Sources : Répertoire des métiers, ISEE pour les données relatives au secteur marchand non agricole.

## LES MOUVEMENTS D'ENTREPRISES DANS L'ARTISANAT EN 2017

1 909 ENTREPRISES CRÉÉES (+4% PAR RAPPORT À 2016)

1 879 ENTREPRISES RADIÉES DONT 1 667 RADIÉES NATURELLEMENT (-4% PAR RAPPORT À 2016)

SOLDE EXCÉDENTAIRE DE 30 ENTREPRISES

## LA REPRIS DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES EN 2017

Au cours de l'année 2017, 1 909 nouvelles entreprises se sont créées dans le secteur de l'artisanat, soit une moyenne mensuelle de 159 créations d'entreprises.

Après trois années de recul, les créations d'entreprises artisanales repartent à la hausse en 2017 (+4%), dans les trois provinces et ce, quel que soit le statut juridique de l'entreprise. Les créations augmentent dans la zone VKPP\* (+6%), alors qu'elles diminuent dans les autres communes du Nord (-3%). Dans le Sud, celles-ci progressent dans le Grand Nouméa (+4%) et surtout dans les autres communes de la Province (+17%). Elles augmentent dans l'alimentation (+18%), portées par l'activité de restauration rapide qui représente 58% des créations du secteur. Les créations d'entreprises progressent également dans une moindre mesure dans les secteurs des services (+6%) et du bâtiment (+4%), mais baissent légèrement dans la production (-2%).

L'âge moyen des créateurs (39 ans) et la proportion de sociétés (16%) demeurent identiques à l'an dernier. La part des femmes est quant à elle en légère baisse en 2017 (-3 points). Pour 92% des créateurs, l'activité artisanale reste l'unique source de revenu.

Dans un contexte économique maussade en Nouvelle-Calédonie, l'artisanat continue de représenter 4 créations d'entreprises sur 10 dans le secteur marchand non agricole. Le taux de création d'entreprises\*\* demeure stable depuis 2014, s'établissant à 17%.

\*Voh, Koné, Pouembout et Poya. \*\*Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année sur le stock d'entreprises au 1er janvier de cette même année.

## LA BAISSÉ DES RADIATIONS D'ENTREPRISES

En 2017, 1 879 entreprises artisanales se sont radiées. Parmi elles, 212 ont été radiées pour cause de coordonnées non valides et pour divers motifs suite à la Commission du Répertoire des métiers du 24 octobre 2017, dans le cadre des actions de fiabilisation menées par la CMA-NC. En dehors de ces radiations d'office, ce sont 1 667 entreprises artisanales qui se sont radiées naturellement (-4% par rapport à 2016).

Les radiations d'entreprises diminuent dans les trois provinces, dans les secteurs de la fabrication (-31%), du bâtiment (-26%) et des services (-10%). Celles-ci augmentent cependant dans les métiers de bouche (+26%), en particulier dans l'activité de fabrication de plats (+29%) responsable en partie du mouvement dans le secteur.

Comparé à 2016, les radiations pour raisons économiques progressent de 5 points et, dans une moindre mesure, pour un retour à l'emploi salarié (+ 2 points). De plus, près de 8% des entreprises radiées (soit 140 entreprises) disposaient d'une ou plusieurs mentions judiciaires, une proportion en légère hausse de 2 points par rapport à 2016. 8 mentions sur 10 concernaient des liquidations contre 2 sur 10 l'an dernier.

Le cap des 5 ans reste difficile à passer dans une conjoncture économique tendue, et ce quel que soit le secteur d'activité. 71% des entreprises radiées avaient moins de 5 ans d'existence (contre 62% en 2016), similaire à la moyenne de longue période.

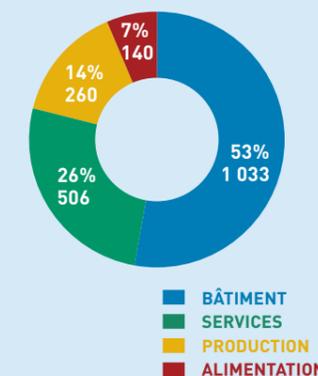
La combinaison de la reprise des créations d'entreprises et de la baisse des radiations, permettant au solde d'entreprises d'être excédentaire, laisse entrevoir une nouvelle orientation positive du tissu d'entreprises dans le secteur artisanal.

## 1 909 créations d'entreprises

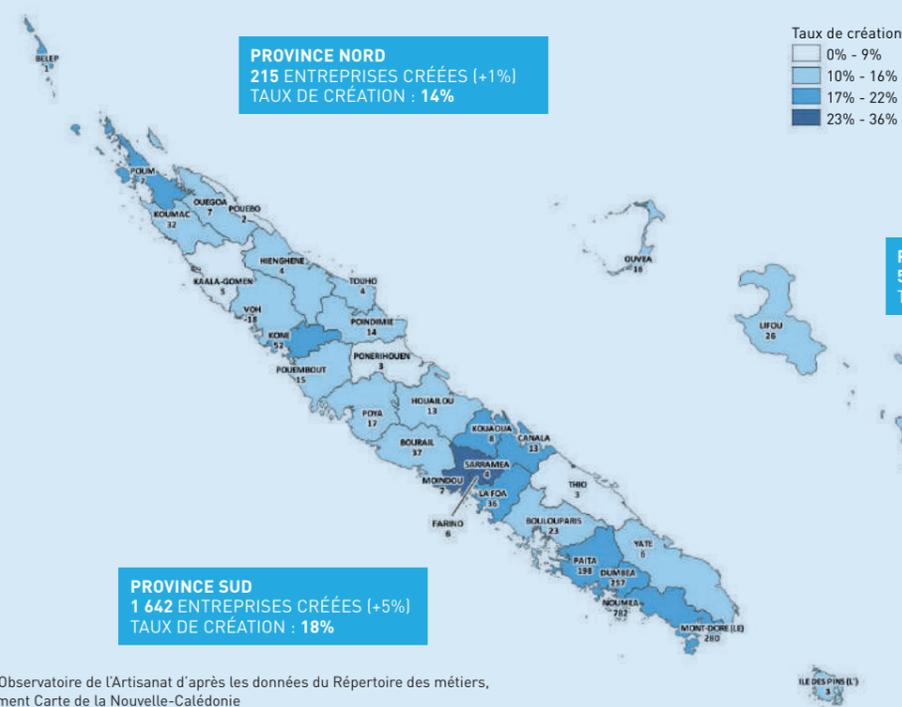


\*Pics de radiations d'entreprises en octobre et décembre, liés pour l'essentiel au traitement de la Commission du 24 octobre et aux actions de fiabilisation du fichier par la suppression de 212 entreprises.

## 1 ENTREPRISE CRÉÉE SUR 2 DANS LE BÂTIMENT



## LA REPRIS DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES DANS LES TROIS PROVINCES

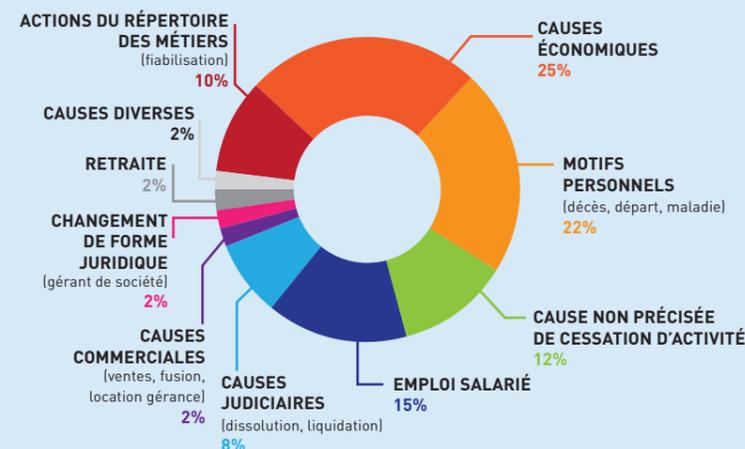


Sources : Observatoire de l'Artisanat d'après les données du Répertoire des métiers, Gouvernement Carte de la Nouvelle-Calédonie

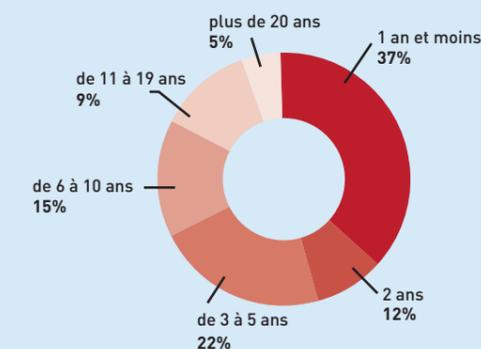
## 1 879 radiations d'entreprises

### LES PRINCIPALES CAUSES DE RADIATION

Selon les déclarations des chefs d'entreprises.



### 7 ENTREPRISES RADIÉES SUR 10 AVAIENT MOINS DE 5 ANS D'EXISTENCE (CONTRE 6 SUR 10 EN 2016)



# LA SITUATION DE L'ARTISANAT EN 2017

Source : Enquête d'opinion annuelle réalisée par I-SCOPE fin 2017 auprès de 317 entreprises représentatives de la population artisanale calédonienne.

## UNE TIMIDE AMELIORATION DE L'ACTIVITÉ

### Une tendance à la reprise d'activité en 2017

Après une année 2016 marquée par une baisse d'activité significative, l'activité en 2017 est orientée positivement. En effet, 42% des entreprises ont déclaré avoir maintenu leur activité (+3 points) et 24% l'ont vu progresser (+6 points). Les entreprises en progression d'activité l'expliquent par l'augmentation de leur clientèle ainsi que par la qualité de leurs prestations, leur notoriété et une démarche de développement commercial.

Logiquement, la part d'entreprises en baisse d'activité est en net recul : 34% en 2017 contre 43% l'an dernier (soit -9 points), retrouvant ainsi des proportions relativement similaires à 2014. 76% l'imputent à une conjoncture économique dégradée : diminution de la clientèle, baisse de la consommation, « crise économique ».

Le manque de visibilité tend à s'accroître : parmi les entreprises travaillant avec commandes ou sur rendez-vous, 80% n'ont pas de visibilité au-delà de 3 mois (contre 73% en 2016 et 67% en 2015). La projection au-delà du court terme reste ainsi marginale pour les activités artisanales, en particulier pour les entreprises de production et de bâtiment.

### Un chiffre d'affaires en baisse et un revenu contraint

Le chiffre d'affaire annuel moyen continue de baisser pour la troisième année consécutive. Si la part des artisans déclarant un chiffre d'affaires annuel moyen inférieur à 2 millions de francs reste similaire (37%), celle des entreprises déclarant plus de 25 millions baisse (-3 points depuis 2016), au profit de celles déclarant un chiffre d'affaires compris entre 4 et 25 millions de francs.

Comme en 2016, 64% des chefs d'entreprise ont vu leur revenu mensuel rester stable, 11% ont déclaré l'avoir augmenté soit une progression de 5 points par rapport à 2016. Néanmoins, le revenu mensuel moyen continue de diminuer de 3%, s'établissant à 251 394 francs. 32% des artisans ont perçu un revenu inférieur à 150 000 francs, soit une progression de 9 points depuis l'an dernier. Cette tendance observée depuis 2015 laisse à penser que les écarts se creusent entre les entreprises ayant réussi à s'adapter à la conjoncture et celles qui rencontrent des difficultés.

## DES ENTREPRISES QUI CONTINUENT D'INVESTIR, MAIS AVEC PRUDENCE

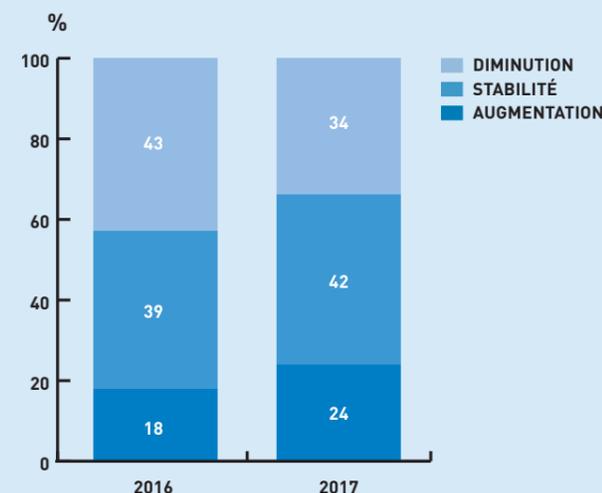
42% des entreprises artisanales ont investi en 2017, soit une progression de 3 points comparé à 2016. Cependant, les montants investis sont globalement en baisse depuis 2015. Le montant moyen de l'investissement s'élève ainsi à 1,6 millions de francs contre 1,9 millions de francs en 2016. 66% ont indiqué des montants inférieurs à 1 million de francs, soit +12 points comparé à 2016.

En 2017, le premier poste d'investissement reste le matériel de production, pour 8 entreprises sur 10 qui investissent, suivi du matériel informatique et de mobilier. L'investissement en véhicule professionnel subit une baisse de 9 points.

L'autofinancement reste stable et demeure de très loin le financement privilégié par les chefs d'entreprises artisanales. Le recours aux prêts est légèrement moins important qu'en 2016.

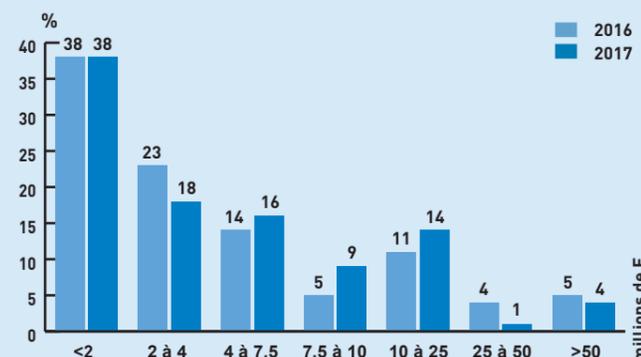
## UN VOLUME D'ACTIVITÉ PLUS IMPORTANT QU'EN 2016

Hors entreprises de moins d'un an d'ancienneté.



## UN CHIFFRE D'AFFAIRES MOYEN TOUJOURS EN LÉGÈRE BAISSÉ

Sur la base de 312 artisans ayant répondu.



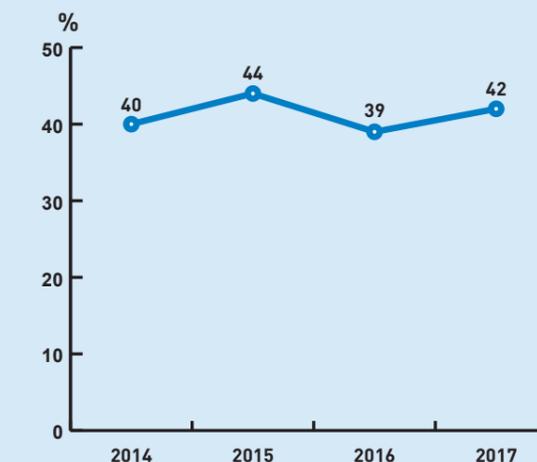
## UN CHIFFRE D'AFFAIRES QUI VARIE SELON L'ANCIENNETÉ DE L'ENTREPRISE

Sur la base de 313 artisans ayant répondu.

Millions de F	1 an et -	2 à 4 ans	5 à 9 ans	10 ans et +
< 2	61%	43%	43%	28%
2 à 4	24%	20%	15%	16%
4 à 7,5	5%	18%	18%	17%
7,5 à 10	7%	7%	7%	10%
10 à 25	3%	11%	15%	15%
25 à 50	0%	1%	1%	4%
> 50	0%	0%	1%	10%

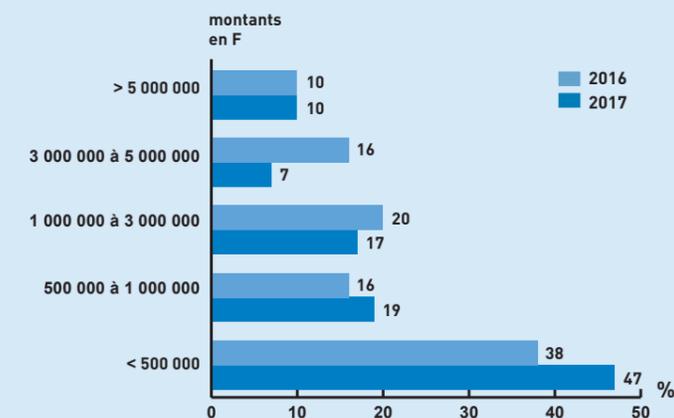
## DES ENTREPRISES QUI CONTINUENT D'INVESTIR...

Pourcentage des entreprises ayant investi.



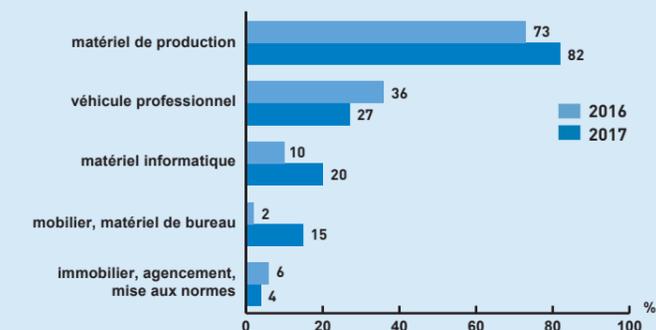
## ...MAIS DES MONTANTS INVESTIS EN BAISSÉ EN 2017

Sur la base de 42% des entreprises ayant investi.



## DES INVESTISSEMENTS D'AVANTAGE ORIENTÉS VERS DU MATÉRIEL DE PRODUCTION, INFORMATIQUE ET DE BUREAU EN 2017

Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100%. Sur la base de 42% des entreprises ayant investi.



## UNE SITUATION DE TRÉSORERIE PLUS STABLE POUR LES ENTREPRISES

La situation de trésorerie s'est maintenue pour 66% des entreprises artisanales en 2017, une part en nette progression comparé à 2016 (+13 points), particulièrement pour les entreprises ayant entre 2 et 9 ans d'ancienneté.

Moins d'entreprises sont concernées par une trésorerie dégradée (23%, soit un recul de 13 points). Si les mauvais résultats d'exploitation en sont toujours la première cause, la hausse des charges est également plus souvent évoquée (+11 points) tout comme les impayés clients plus nombreux (+8 points). En 2017, un plus grand nombre d'artisans a été proactif pour juguler les problèmes de trésorerie : démarche auprès de nouveaux clients, amélioration de leur gestion, négociation avec les créanciers.

La part des entreprises dont la trésorerie progresse reste identique à l'an dernier. Ces entreprises l'expliquent notamment par les bons résultats d'exploitation, mais aussi par une gestion optimisée de leur entreprise.

La part des entreprises ayant rencontré des difficultés de trésorerie durant l'année reste identique à 2016, soit 4 entreprises artisanales sur 10.

## UNE TENDANCE AU MAINTIEN DES EFFECTIFS

Avec 76% de réponses, les effectifs (chefs d'entreprises, salariés et apprentis) se sont maintenus en 2017 malgré l'incertitude évoquée par les chefs d'entreprises en 2016 (soit 20%). Les embauches restent stables, avec 11% de réponses de chefs d'entreprises ayant recruté en 2017. On observe dans le même temps une légère augmentation du recours à la sous-traitance (+2 points depuis 2016, +8 points depuis 2015) et ce, particulièrement dans le bâtiment et la production.

# LA SITUATION PAR SECTEUR

### LE BÂTIMENT

Après un coup d'arrêt observé en 2016, la situation semble se stabiliser avec une progression de 4 points des entreprises ayant déclaré avoir maintenu ou augmenté leur volume d'activité. Ce secteur travaillant quasi exclusivement sur commande a une visibilité inférieure à 3 mois sur l'activité. Les entreprises ont particulièrement eu recours à la sous-traitance en 2017 (39% de réponses contre 31% en 2016). Elles ont été plus nombreuses à investir (45% contre 36%) mais sur de plus petits montants. Enfin, les entreprises du secteur du bâtiment ont été légèrement moins nombreuses à rencontrer des difficultés de trésorerie comparé à 2016 (47% contre 49% en 2016).

### LES SERVICES

Le niveau d'activité semble se stabiliser dans les services. La visibilité à plus de 6 mois s'améliore pour 6 entreprises sur 10 travaillant sur rendez-vous, et les perspectives dans le secteur pour 2018 sont plus optimistes en matière d'activité que l'an dernier (77% des entreprises pensent développer ou maintenir leur activité cette année contre 53% l'année précédente). En revanche, les entreprises du secteur ont été moins nombreuses à recourir à la sous-traitance, et un plus grand nombre d'entre elles a rencontré des difficultés de trésorerie en 2017 (+13 points).

### LA PRODUCTION

L'activité se stabilise après une baisse significative en 2016. En effet, la part des entreprises ayant connu une baisse d'activité diminue (44%, soit -9 points) au profit de celle l'ayant maintenu (40%, soit +12 points). La projection au-delà du court terme reste néanmoins difficile pour ces entreprises, dont 8 sur 10 travaillent sur commande. Le recours à la sous-traitance reste similaire à l'an dernier. Les entreprises de production ont été un peu moins nombreuses à investir (-6 points), mais ont été également moins nombreuses qu'en 2016 à rencontrer des problèmes de trésorerie (-7 points).

### L'ALIMENTATION

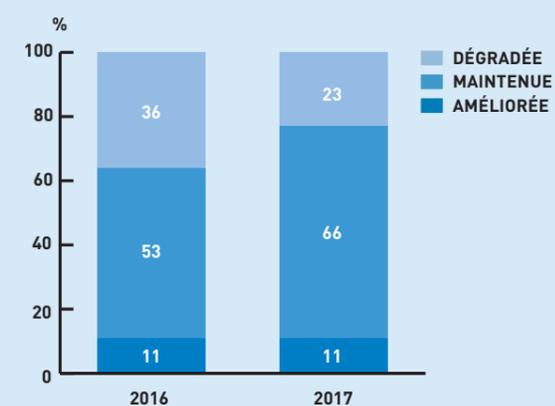
C'est dans ce secteur que l'on observe le plus de mouvements de personnels (embauche et fin de contrat), avec une forte progression des licenciements ou non renouvellements de contrats (+16 points). Le secteur de l'alimentation reste le secteur de l'artisanat qui investit le plus avec 55% des entreprises concernées. L'investissement s'est maintenu, principalement pour du matériel de production. Toutefois, elles ont été plus nombreuses qu'en 2016 à rencontrer des difficultés de trésorerie (29%, soit +9 points).

## LES SOURCES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100%. Sur la base de 42% des entreprises ayant investi en 2017.

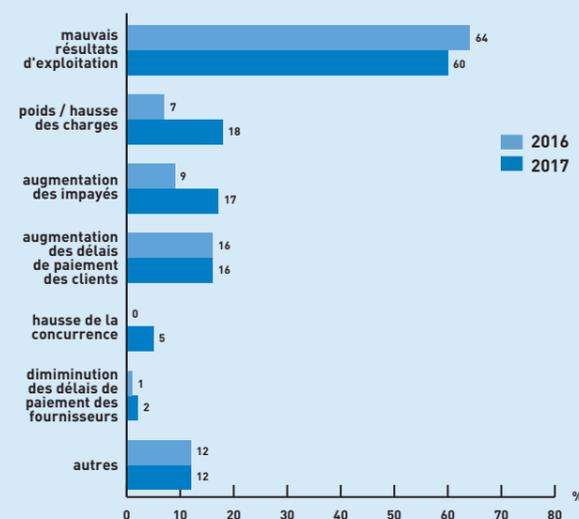
	2016	2017
Fonds propres	85%	86%
Concours bancaires et autres	23%	19%
Aides publiques	1%	10%
Défiscalisation	8%	2%
Leasing	2%	1%
Autre	2%	0%

## UNE SITUATION DE TRÉSORERIE PLUS STABLE QU'EN 2016



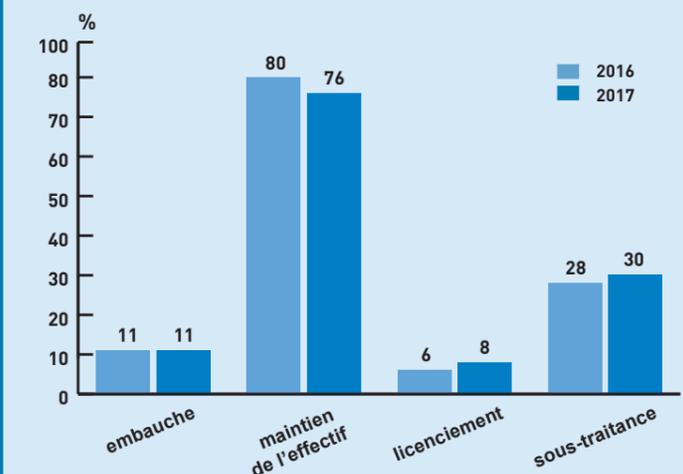
## DES DÉGRADATIONS DE TRÉSORERIE D'AVANTAGE IMPUTÉES À UNE HAUSSE DES CHARGES ET DES IMPAYÉS EN 2017

Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100%. Sur la base de 23% des entreprises ayant subi une dégradation de leur trésorerie.



## LE MAINTIEN DES EFFECTIFS

Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100%.



## LES EFFECTIFS DANS LES SECTEURS EN 2017

Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100%.

	Alimentation	Batiment	Production	Services
Embauche	19%	9%	10%	8%
Maintien de l'effectif	71%	74%	78%	82%
Licenciement	23%	7%	2%	6%
Sous-traitance	3%	39%	27%	13%
N'a pas souhaité répondre	0%	1%	0%	2%

# LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES

## UNE AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ, EXCEPTÉE DANS LES ÎLES LOYAUTÉ

En 2017, l'activité artisanale s'améliore en province Sud et dans une moindre mesure en province Nord: respectivement 67% et 53% des entreprises (contre 59% et 50% en 2016) ont vu leur activité augmenter ou rester stable. Dans la zone VKPP\*, l'activité se stabilise davantage (+16 points). Les entreprises des îles Loyauté ont été bien plus nombreuses en 2017 à connaître une baisse d'activité (50%, soit +20 points).

\*Voh, Koné, Pouembout et Poya.

## LE MAINTIEN DES EFFECTIFS DANS LES TERRITOIRES

Les effectifs se maintiennent sur l'ensemble du territoire. Néanmoins, on observe une tendance au renforcement de l'entraide familiale en Province des Îles et dans une moindre mesure en Province Nord. En effet, la part des chefs d'entreprises ayant recours à des aidants familiaux passe de 10% en 2016 à 43% en 2017 en Province des Îles et de 9% à 17% en Province Nord, en particulier dans la zone VKPP où la part passe de 12 à 26%.

## UNE HAUSSE DE L'INVESTISSEMENT DANS LE NORD ET EN PÉRIPHÉRIE DE NOUMÉA

Les entreprises du Nord ont été plus nombreuses à investir en 2017 (45%, soit +14 points). La proportion des entreprises ayant investi reste quant à elle similaire en province Sud et à Nouméa. Dans les communes de Dumbéa, Païta et du Mont-Dore, celle-ci est en hausse (48%, soit +11 points). Les entreprises des îles Loyauté sont celles qui ont le moins investi, soit 27% d'entreprises investisseuses, en recul de 10 points comparé à 2016.

## DES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE ACCRUES POUR LES ENTREPRISES LOYALTIENNES

Contrairement aux entreprises des autres provinces, celles des îles Loyauté ont été confrontées à davantage de difficultés de trésorerie en 2017 : 63% des entreprises loyaltiennes déclarent en avoir rencontré, soit +16 points comparé à 2016. 43% ont par ailleurs déclaré une dégradation de leur trésorerie (+10 points). La situation s'améliore dans la zone VKPP, où la part des entreprises ayant rencontré des difficultés de trésorerie est en recul de 10 points par rapport à 2016.

# LES PERSPECTIVES 2018 DANS L'ARTISANAT

À l'instar de 2016, près de 6 entreprises artisanales sur 10 se veulent optimistes dans leurs projections pour les mois à venir, et mettent en avant 3 raisons principales : la persistance du travail dans leur secteur, le domaine porteur dans lequel se développe leur activité, et leur clientèle fidèle et sûre.

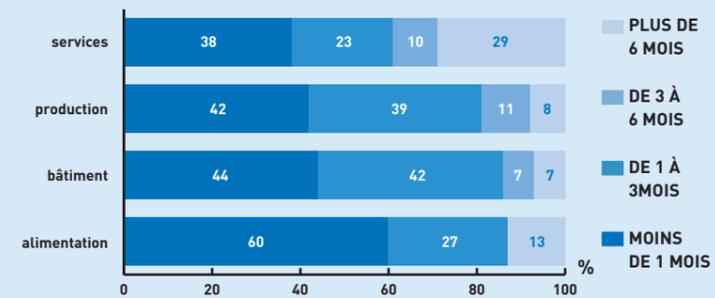
À contrario, les pessimistes mettent principalement en cause l'instabilité politique, l'échéance référendaire de 2018 et la frilosité de leurs clients par rapport à cela.

Contrairement à 2016, les entreprises artisanales ont moins d'incertitudes concernant l'avenir. Elles sont plus nombreuses à envisager une stagnation ou une progression de leur volume d'activité en 2018, ainsi qu'un maintien de l'effectif et dans une moindre mesure un recours à la sous-traitance, particulièrement pour les entreprises ayant de 5 à 9 ans d'existence. Les entreprises du bâtiment comptent davantage faire appel à la sous-traitance en 2018.

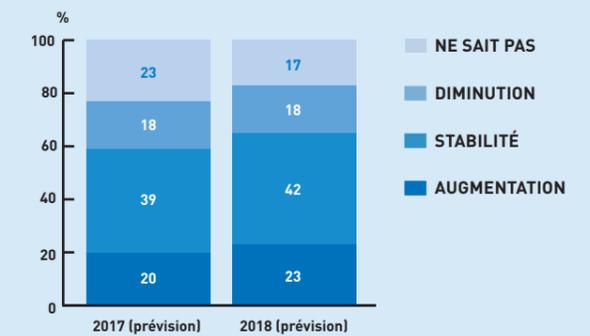
Comme en 2016, les prévisions d'investissement restent prudentes, avec à nouveau près de 3 entreprises artisanales sur 10 seulement qui prévoient d'investir l'an prochain pour des montants similaires.

## LA VISIBILITÉ SUR L'ACTIVITÉ DIFFÉRENTE SELON LES SECTEURS

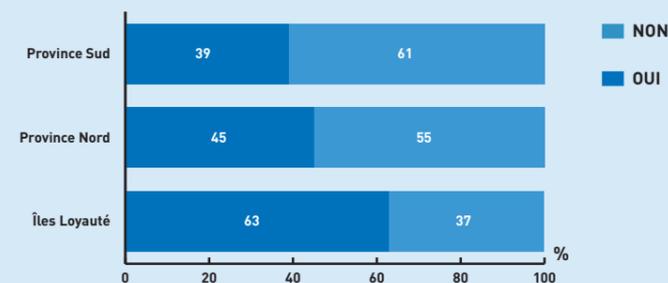
Sur 7 entreprises sur 10 travaillant avec commandes ou sur rendez-vous en 2017.



## DES PRÉVISIONS RASSURANTES ET ENCOURAGEANTES EN MATIÈRE D'ACTIVITÉ

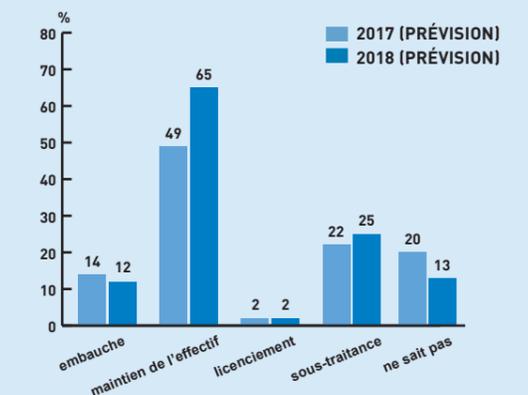


## DES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE ACCRUES POUR LES ENTREPRISES DES ÎLES LOYAUTÉ



## DES PERSPECTIVES DE MAINTIEN DES EFFECTIFS EN 2018

Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100%.



À RETENIR  
POUR L'ANNÉE  
2017



# LA CONJONCTURE

## LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN ATTENTE D'UNE REPRISE ÉCONOMIQUE

Sources : ISEE, IEOM, DIMENC, CMA-NC.

■ **L'économie calédonienne** est marquée en 2017 par l'adoption de plusieurs **réformes réglementaires et fiscales**, telles que la taxe générale à la consommation avec la marche à blanc et la mise en place de deux nouvelles cotisations, celle du fonds interprofessionnel d'aide à la formation et la contribution patronale pour le dialogue social. Ces évolutions majeures interviennent dans une conjoncture fragilisée qui a justifié la prise de **mesures territoriales et provinciales** en faveur du logement intermédiaire et social, de la politique d'accession à la propriété, et en soutien à l'emploi (reconduction du PULSE, dispositif simplifié d'emploi).

Sur l'année 2017, **les prix** progressent de 1,2%. Comparé à 2016, **les crédits** à la consommation des ménages augmentent au premier trimestre mais baissent légèrement au deuxième, tout comme les crédits d'investissement aux entreprises. Ceux relatifs à l'habitat progressent sur le premier semestre. Les crédits d'exploitation aux entreprises, quant à eux, diminuent très légèrement, attestant d'une tendance à l'amélioration de la trésorerie des entreprises.

**L'emploi salarié** en Nouvelle-Calédonie progresse légèrement (+0,4% en un an) : 92 639 salariés sont répertoriés au troisième trimestre 2017. Cette légère croissance est liée à la hausse continue de l'emploi dans le secteur public (+2% en un an, soit 640 salariés de plus), certes à un rythme ralenti comparé à 2016. Avec ses 65 670 salariés, le secteur privé perd encore des emplois (-0,4% en un an, soit 260 salariés de moins), repli toutefois moins important qu'en 2016. La réduction de l'emploi dans le privé touche les secteurs de l'industrie et de la construction et dans une moindre mesure l'agriculture. Seuls le commerce et les services voient leurs effectifs salariés croître. L'emploi intérimaire est également en baisse de 11% sur un an. Le marché du travail reste tendu, même si le nombre moyen de chômeurs indemnisés diminue (-11%).

Le secteur marchand non agricole compte 31 693 **entreprises** au troisième trimestre 2017. Le stock d'entreprises reste en hausse, de +3% en un an. Dans ce secteur, ce sont 3 391 nouvelles entreprises qui se sont créées sur les trois premiers trimestres de l'année. Mais les **créations d'entreprises** reste orientées négativement cette année encore (-2% en 2017, soit une soixantaine d'entreprises de moins) après un recul de 4% en 2016.

Les **secteurs de l'économie calédonienne** sont différemment concernés par cette conjoncture. Dans la **mine-métallurgie**, les valeurs des exportations de minerai de nickel et de produits métallurgiques repartent à la hausse de janvier à novembre 2017, comparé à la même période en 2016. La Nouvelle-Calédonie a bénéficié de mesures de soutien au secteur nickel et profite d'un contexte mondial plus favorable de remontée des cours. Le secteur connaît toutefois des plans de réduction des coûts mis en œuvre par les industriels, ayant notamment eu un impact sur la sous-traitance.

En ce qui concerne le **secteur de l'automobile**, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs de tourisme et utilitaires repart globalement à la hausse sur les trois premiers trimestres de l'année 2017.

L'augmentation du nombre de croisiéristes et de touristes se poursuit, et le trafic aéroportuaire de passagers progresse, bénéficiant au **secteur du tourisme**.

Contrairement à ces secteurs, l'activité dans le **bâtiment** se dégrade, en témoigne la diminution du volume de ciment vendu par rapport à 2016 (-4% sur les trois premiers trimestres 2017). Malgré la prolongation du prêt à taux zéro, le BTP subit une baisse de la commande publique. La prolongation de la loi Girardin et la simplification des démarches devraient relancer le secteur, lequel reste freiné néanmoins par des problématiques liées au foncier.

■ **Le secteur artisanal** enregistre, dans ce contexte, des signes certes encourageants, mais fragiles.

L'artisanat représente 11 064 **entreprises** au 31 décembre 2017. Le stock d'entreprises reste quasiment stable (+0,3%), après une baisse de 5% observée en 2016. Avec presque autant d'entreprises créées que radiées et un solde positif de 30 entreprises supplémentaires, l'année 2017 est marquée par une reprise des **créations d'entreprises** et par une diminution des radiations.

**L'activité** s'améliore en 2017, avec 2/3 des entreprises déclarant un volume d'activité stable ou en augmentation, une proportion quasi-similaire à 2015. La part des entreprises constatant une diminution de volume d'activité se réduit nettement (-9 points). Les **effectifs** se maintiennent. L'emploi salarié repart à la hausse après deux années de recul (+11% d'après les données ISEE-CAFAT au 30 septembre), permettant de compenser les emplois perdus en 2016. **L'investissement** se poursuit, mais avec prudence. La **situation de trésorerie** est plus stable pour les entreprises artisanales, mais des difficultés persistent.

Dans ce contexte, où l'activité semble s'orienter positivement pour les entreprises artisanales, les éléments relatifs au chiffre d'affaire et au revenu des chefs d'entreprises montrent que l'écart se creuse entre les entreprises ayant été capables de s'adapter aux évolutions du marché, et les entreprises les plus en difficultés.

Il apparaît en effet que les entreprises ont dû trouver des stratégies d'adaptation pour consolider ou développer leur activité et maintenir leurs effectifs, dans une période marquée par l'attentisme :

- Développement de leur stratégie commerciale et amélioration de la qualité des produits et prestations ; effort sur les prix ;
- Recours à l'entraide familiale dans la province des Îles et le Nord ;
- Diminution des montants d'investissements et orientation de ceux-ci vers le matériel de production ;
- Renforcement des relations commerciales auprès des clients et des fournisseurs, efforts consentis en matière de gestion pour le maintien de la trésorerie.

Les **projections 2018** se veulent optimistes pour 6 artisans sur 10, comme l'année dernière. L'incertitude liée à leur activité et au maintien de l'effectif baisse. Les prévisions d'investissement sont quant à elles stables, mais demeurent faibles pour la seconde année consécutive. Dans un contexte 2018 marqué par l'échéance référendaire, les entreprises artisanales s'adaptent dans un environnement en mutation.



**Chambre de Métiers  
et de l'Artisanat**

**Nouvelle-Calédonie**

### **Siège CMA-NC**

10 av. James Cook - BP 4186  
98846 Nouméa CEDEX  
Tél. 28 23 37 - Fax 28 27 29  
[cma@cma.nc](mailto:cma@cma.nc) - [www.cma.nc](http://www.cma.nc) -  

### **Antenne de Koné**

323 rue Paul Napoarea  
BP 641 - 98860 Koné  
Tél. 47 30 14 - Fax 47 30 17  
[kone@cma.nc](mailto:kone@cma.nc)

### **Antenne de Poindimié**

5 lotissement SECAL  
BP 155 - 98822 Poindimié  
Tél. 42 74 82 - Fax 42 74 11  
[poindimie@cma.nc](mailto:poindimie@cma.nc)

### **Antenne de Koumac**

Tél. 47 68 56  
[koumac@cma.nc](mailto:koumac@cma.nc)

### **Antenne de La Foa**

Avenue Ch. De Gaulle  
BP 56 - 98880 La Foa  
Tél. 46 52 86 - Fax 46 52 88  
[lafoa@cma.nc](mailto:lafoa@cma.nc)

### **Antenne de PANDA**

373 rue de l'industrie  
BP 4709 - 98839 Dumbéa  
Tél. 24 32 62 - Fax 24 22 44  
[panda@cma.nc](mailto:panda@cma.nc)

### **Centre de formation de l'artisanat**

1 rue Juliette Bernard  
98 846 Nouville - Nouméa  
Tél. 25 97 40 - Fax 25 97 41  
[formation@cma.nc](mailto:formation@cma.nc)

### **CEGESMET**

10 avenue James Cook  
BP 5019 - 98847 Nouméa  
Tél. 27 43 70 - Fax 28 40 07  
[centre.gest@cegesmet.nc](mailto:centre.gest@cegesmet.nc)  
BP 641 - 98860 Koné  
Tél. 42 77 20 - Fax 42 77 21  
[fiona@cegesmet.nc](mailto:fiona@cegesmet.nc)

### **Maison des artisans**

12 av. James Cook  
BP 8157 - 98807 Nouméa  
Tél./Fax 27 56 85  
[artisans@canl.nc](mailto:artisans@canl.nc)  
[www.boutiques-artisanales.com](http://www.boutiques-artisanales.com)